

2^{ème} Université d'été du judaïsme français - Nice

Discours d'Aurore Bergé, Ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations

Lundi 7 juillet 2025

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Préfet, Laurent HOTTIAUX,

Madame la Députée, Constance Le GRIP,

Monsieur le Président du Conseil départemental, Charles-Ange GINESY,

Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Préfet, Délégué interministériel, Mathias OTT,

Monsieur le Président du Consistoire Central, Elie KORSHIA,

Monsieur le Grand Rabbin de France, Haïm KORSIA,

Messieurs les représentants du culte,

Mesdames et Messieurs les représentants des communautés juives,

Monsieur le Président de la LICRA, Mario STASI,

Messieurs les représentants des associations et fondations,

Mesdames, Messieurs,

Il est des épreuves qui définissent l'âme d'une nation.

Des batailles qui, bien au-delà des clivages politiques ou des querelles du moment, disent ce que nous sommes et ce que nous voulons être.

Des luttes qui déterminent si nous sommes fidèles à notre République et à ses valeurs ou si nous les trahissons.

L'éradication de l'antisémitisme est de ces combats.

L'histoire de l'antisémitisme, c'est celle d'une obsession qui traverse le temps, les régimes et les frontières.

Siècle après siècle, être juif c'est trop souvent être désigné coupable.

Coupable de ce que la société ne comprend pas, de ce qu'elle redoute, de ce qu'elle projette.

Coupable de tout et de son contraire.

Trop riche ou trop misérable, trop cosmopolite ou trop nationaliste, trop visible ou trop dissimulé, trop intégré à la vie collective ou trop différent...

Les juifs sont supposés incarner, selon l'époque, le capitalisme rapace ou le bolchevisme destructeur.

L'histoire est jalonnée de ces contradictions meurtrières.

Hier, les Juifs étaient accusés d'empoisonner les puits, de profaner les hosties et de sacrifier des enfants.

Aujourd'hui, on les accuse de tirer les ficelles de crises sanitaires, économiques ou géopolitiques.

Le discours change mais le soupçon reste.

Car le propre de l'antisémitisme, c'est qu'il épouse malheureusement son époque.

Il renaît à chaque faille de notre monde, à chaque crise de sens, comme un confort cognitif, une explication toxique à la complexité du réel.

Les Juifs redeviennent la cible : pas pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils sont.

L'histoire ne désarme jamais vraiment et le mal, lui, ne dort jamais.

L'antisémitisme n'a pas disparu avec la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce n'est pas lui qui a été défait en 1945.

Il n'est pas resté confiné dans les archives, ni figé sous les vitrines des musées, ni relégué aux pages de nos manuels d'histoire.

Au contraire, il s'est réinventé, il a mué, il a muté, il s'est nourri des nouvelles fractures du monde pour se régénérer.

Le 7 octobre 2023, 50 Français ont été assassinés parmi plus de 1 200 hommes, femmes, enfants dans les attentats terroristes perpétrés par le Hamas en Israël.

Ce fut le plus grand massacre antisémite de notre siècle.

Toutes les démocraties ont eu à affronter un regain massif d'antisémitisme et la France n'a pas été épargnée.

Ce qui se dresse devant nous, ce n'est pas une vague, c'est une lame de fond.

Ce qui nous menace, ce n'est pas une convulsion, c'est un risque de réenracinement profond et durable.

Il y a l'antisémitisme qui frappe : celui qui taggue, qui insulte, qui crache, qui attaque, qui incendie, qui blesse, qui viole, qui tue.

Il y a aussi l'antisémitisme d'atmosphère : celui qui s'installe au quotidien, qui invite à ne pas faire de vagues, qui impose aux victimes de disparaître.

L'antisémitisme enferme nos concitoyens juifs dans des sentiments de peur, de solitude et d'abandon.

Et face à lui, il n'y a pas d'ambiguïté possible.

L'antisémitisme ne se négocie pas, ne se justifie pas, ne se débat pas : il se combat.

Ni soumission, ni hésitation.

Quand la République est attaquée, elle ne recule pas, elle répond avec force.

La réponse de la République doit être claire, ferme, inébranlable : un refus total, sans compromis.

La République est là.

Elle ne se contente pas d'appeler au calme car appeler au calme face à l'antisémitisme, c'est déjà abandonner.

Et la République ne courbe pas l'échine.

Face à l'antisémitisme, il n'y a pas de « oui, mais ».

Il n'y ni compromis acceptable, ni ambiguïté possible.

Il n'y a ni seuil admissible, ni graduation tolérable.

L'antisémitisme ne se discute pas : il se traque, il se brise, encore et encore, pièce par pièce, jusqu'à son extinction.

C'est dans cet esprit que le 13 février dernier, date anniversaire du martyr d'Ilan HALIMI, j'ai relancé les Assises de lutte contre l'antisémitisme.

Fin avril, les deux groupes de travail consacrés à la justice et à l'éducation m'ont remis leur rapport.

Loin d'être une conclusion, c'est un appel à la responsabilité.

Nous sommes et serons au rendez-vous.

J'y veille personnellement.

La République doit s'incarner dans des actions précises, déterminées et efficaces, guidée par trois boussoles immuables :

La fidélité absolue à nos principes et nos valeurs universalistes.

La lucidité sans faille face à toutes les formes contemporaines de haine anti-juive.

La transmission comme rempart durable contre la haine.

Trois repères pour garder le cap et pour tenir dans la tempête.

L'universalisme d'abord.

Dans un moment de l'Histoire où tant de forces nous poussent à nous séparer, nous fragmenter, nous opposer, rien ne serait pire que d'accréditer l'idée d'une compétition entre les luttes et entre les victimes.

Ce serait un aveu d'échec et une source de grand danger.

Car ce que nous défendons, c'est une idée exigeante de la France.

Ce que nous défendons, c'est la liberté de vivre dignement et sans peur, pour soi, pour ses enfants, pour ceux que nous aimons et pour ceux que nous ne connaissons jamais.

Ce que nous défendons, c'est l'égalité, non comme une promesse floue, mais comme une exigence concrète : dans les droits, dans les chances, dans la reconnaissance.

Ce que nous défendons, c'est la fraternité car la haine de l'autre est toujours, tôt ou tard, la défaite de tous.

Ce que nous défendons, c'est la laïcité et sur ce point, je veux être très claire : la laïcité n'est pas une arme de guerre, c'est un principe de paix.

Ce n'est pas une interdiction, c'est une protection.

Elle est un bouclier républicain, qui garantit à chacun l'égalité devant la loi, l'émancipation, la dignité.

Parce qu'elle empêche de faire la loi au nom d'un dogme.

Parce qu'elle protège et qu'elle consacre la liberté de conscience – y compris celle de ne pas croire, sans avoir à se justifier.

Et on ne répond pas, on ne répond jamais aux attaques contre la laïcité par je ne sais quel point d'équilibre entre « un-peu-de-laïcité-mais-pas-trop » pour ne pas offenser les uns et « un-peu-de-communautarisme-mais-pas-trop » pour ne pas froisser les autres.

C'est pourquoi j'assume de porter un choc de laïcité et à tous les étages : à l'école, dans les services publics, sur les réseaux sociaux et dans l'espace public.

Être républicain, c'est refuser l'indifférence, ce poison qui gangrène notre société et permet aux injustices de prospérer.

Car c'est dans l'indifférence que l'Histoire bascule.

Non par la seule volonté des bourreaux, mais par le silence de ceux qui regardent et qui laissent faire.

Il prospère dans la lâcheté du quotidien, dans cette petite voix intérieure qui dit : « *Ce n'est pas mon histoire* », « *Mieux vaut ne pas s'en mêler* ».

Être républicain, c'est s'engager, clairement et sans ambiguïté, pour défendre notre démocratie et en réaffirmer ses valeurs.

Je veux le dire très clairement : se taire, c'est accepter.

Détourner le regard, c'est encourager.

S'engager, c'est résister à la peur, mais aussi à ces petits renoncements quotidiens qui, finissent par nourrir de grandes complicités.

S'engager, c'est dire non ; c'est le dire debout ; c'est le dire ensemble.

Car face à la haine et les discriminations nous devons opposer l'engagement de toute la société, l'unité de notre République.

Une République qui combat toutes les haines, sans exception ni hiérarchie, puissamment et en même temps.

Si nous cédon à l'essentialisation, si nous laissons s'installer l'idée que seul celui qui souffre est légitime à se battre, alors nous avons déjà cédé le sens même de notre République.

Depuis quand faut-il être juif pour dénoncer l'antisémitisme ?

Depuis quand faut-il être victime pour s'indigner ?

Depuis quand faut-il être soi-même concerné pour agir ?

Chaque fois qu'en France on est ciblé pour son identité, réelle ou supposée, son nom, son apparence, c'est toute la République qui vacille.

Et nous ne laisserons jamais la République vaciller.

Notre deuxième boussole, c'est la lucidité.

C'est regarder le réel en face.

Et le réel, ce sont d'abord ces chiffres alarmants :

1570 actes antisémites recensés en 2024 dont deux-tiers sont des atteintes aux personnes.

Pour l'année 2025, 504 actes antisémites déjà recensés entre janvier et mai.

Et 62% des actes antireligieux dirigés sur moins de 1% de la population française : nos compatriotes juifs.

La maison brûle et nous ne regarderons pas ailleurs.

Le réel, c'est que ces chiffres ne sont qu'une fraction de la réalité.

Combien de victimes gardent le silence, par peur ou par résignation ?

Combien subissent insultes, agressions, menaces, sans jamais les signaler ?

Combien vivent chaque jour dans la crainte, changent leur nom sur l'interphone ou sur une application de livraison ?

Combien retirent leur mezouza de leur porte et leurs enfants de l'école de la République ?

Combien, enfin, en viennent à envisager de quitter leur propre pays, notre pays ?

Voilà le réel et ce réel me fait honte : honte qu'en France, en 2025, des Français infligent à d'autres Français ces humiliations, ces violences, ces infamies.

Le réel, c'est la prévalence d'un antisémitisme d'extrême droite et l'explosion d'un antisémitisme d'extrême gauche.

Le réel, c'est une fracture générationnelle qui risque de devenir un fossé si nous ne nous dressons pas.

Le réel, c'est la contagion du complotisme et la caisse de résonance que lui offrent les réseaux sociaux, faisant de la lutte contre la haine en ligne une exigence de notre siècle.

La France ne peut pas devenir un marché libre pour la haine importée.

Et la liberté d'expression n'a jamais été la liberté de nuire.

Ce combat de la régulation des plateformes et des réseaux sociaux est le combat que toutes les démocraties doivent mener.

Le 2 juin dernier, j'ai ainsi convoqué leurs représentants pour les mettre face à leurs responsabilités et les rappeler à leurs obligations de contrôle des contenus.

Je les convoquais encore aujourd'hui même.

Et mercredi, je réunirai des représentants d'associations de lutte contre l'antisémitisme, le racisme, la violence à l'encontre des femmes, la haine anti-LGBT pour bâtir une véritable coalition contre la haine en ligne.

Il y a urgence à mettre en œuvre des actions concrètes et efficaces en matière de modération, de sanction et de contrôle.

Au fond, le réel c'est cette capacité redoutable de l'antisémitisme : il épouse toujours les codes de son époque.

Aujourd'hui, il prend le plus souvent la forme de l'antisionisme, de la haine décomplexée d'Israël.

Y-a-t-il un autre pays dans le monde qui fasse l'objet d'une pareille obsession ?

Non, seulement et toujours Israël.

Ces discours reprennent les pires rhétoriques de l'histoire.

Les mêmes obsessions, les mêmes accusations, les mêmes haines, simplement repeintes aux couleurs du présent.

Critiquer la politique d'un Gouvernement est un droit absolu et personne ne le remet en cause.

Mais diaboliser, essentialiser nos compatriotes juifs en les rendant coupables par procuration d'un conflit se situant à 4 000 kilomètres d'ici, c'est leur planter une cible dans le dos.

Et jamais je ne l'accepterai.

L'antisémitisme d'aujourd'hui ne se cache plus, il parade même.

Il s'exprime, se revendique, cherche à se rendre fréquentable, légitime.

Et je vais le dire très clairement : la responsabilité historique de l'extrême gauche dans le ré-enracinement de l'antisémitisme est écrasante, accablante.

Je l'ai dit, je le répète et je l'assume : ce nouvel antisémitisme en France, il tient en 3 lettres, L.F.I !

Un parti politique qui a fait de la haine d'Israël non pas un dérapage, mais une stratégie électorale.

Un leader minimo qui multiplie les propos nauséabonds et ose parler « d'antisémitisme résiduel » !

Des parlementaires qui ont voulu faire croire la semaine dernière qu'il n'y avait « pas lieu à délibérer » sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur.

D'autoproclamés Jean Moulin 2.0 qui s'improvisent géopoliticiens et appellent à je ne sais quelle libération du fleuve à la mer.

Des élus de la République qui ont choisi la compromission avec l'islamisme.

Ils ont scellé un pacte électoral funeste, un deal cynique et parfaitement clair avec l'antisémitisme en bandoulière et la laïcité pour cible

En 2025, il faut le dire sans détour : il n'y a pas de combat contre l'antisémitisme sans combat contre l'islamisme.

Parce qu'il porte, dans son code génétique, la haine du Juif, comme il porte la haine de la liberté, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la démocratie et de la République.

Cela aussi, il faut le nommer.

Le courage, ce n'est pas le vacarme ; c'est dire les choses sans jamais reculer.

Ce n'est pas stigmatiser une religion qui a, comme les autres, toute sa place notre République.

C'est nommer une idéologie ; et une idéologie n'a aucun droit.

Oui, l'antisionisme est devenu le cheval de Troie de l'antisémitisme.

Et nous devons l'affronter avec la même détermination, la même lucidité et la même intransigeance.

C'est pourquoi, comme l'a annoncé jeudi dernier le Premier Ministre dans la droite ligne des recommandations des Assises de lutte contre l'antisémitisme, le Garde des Sceaux transmettra dans les prochaines semaines à tous les parquets de France une circulaire générale de politique pénale, précisant les méthodes qui permettent de traquer la haine anti-juive là où elle se cache, dans les ambiguïtés de langage, dans les insinuations, dans les discours pseudo-politiques.

J'ai porté très fortement cette proposition indispensable des groupes de travail des Assises et cette circulaire reprendra la définition de l'antisémitisme adoptée par l'alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), et plus encore de permettre de s'inspirer de ses exemples.

Aucun acte, aucune insulte, aucune menace, aucune haine camouflée, rien ne doit passer.

Car laisser passer un mot, c'est ouvrir la porte à un acte.

Laisser passer un acte, c'est accepter qu'il se reproduise.

Et accepter, c'est capituler.

Nous serons donc implacables : implacables dans la détection, implacables dans la qualification, implacables dans la sanction.

Parce que la République ne transige pas avec la haine.

Enfin, il n'y a pas de lutte durable contre l'antisémitisme sans transmission.

Et ce doit être notre troisième boussole.

Transmettre, c'est refuser la fatalité.

C'est dire à nos enfants, filles comme garçons, qu'ils ne sont la propriété d'aucun groupe, d'aucune religion, d'aucun quartier et qu'ils sont d'abord et avant tout les enfants de la République.

Ils ne sont tenus ni par une tradition, ni par une origine : ils sont libres.

Car la République n'est pas la société des héritiers ; c'est celle des émancipés.

Ce devoir, il commence à l'école.

Il passe par l'éducation, par le savoir, par l'apprentissage de l'esprit critique.

Transmettre, c'est armer l'esprit contre les falsifications, contre les manipulations, contre la haine qui avance masquée.

C'est donner à chaque enfant de France les repères nécessaires pour comprendre, décrypter, résister.

Mais aujourd'hui, le risque est grand que ce pilier vacille.

Le constat est clair : nos enfants sont à la fois victimes et parfois auteurs.

Victimes de l'ignorance, de la banalisation, des replis identitaires.

Auteurs aussi, par mimétisme, par provocation, sous l'influence d'un climat numérique qui préfère le clash à la nuance, l'invective à la vérité.

Et parmi les plus jeunes, certains banalisent les discours de haine, d'autres se replient sur des logiques communautaristes et séparatistes qui fracturent notre République.

Nous l'avons vu lors des commémorations des dix ans des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher : la majorité des Français restent Charlie, plus encore qu'en 2015.

Mais ce n'est plus le cas d'une partie de la jeunesse.

Les jeunes sont aussi plus enclins à partager des préjugés antisémites que le reste de la population.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : près d'un quart des moins de 35 ans juge « acceptable » ou « compréhensible » le fait de taguer une synagogue ou un commerce supposé juif pour manifester une opposition à Israël.

Un quart ! Contre 9 % de l'ensemble des Français.

Plus inquiétant encore, 6 % des moins de 35 ans – soit près d'un jeune sur 20 – pensent que la Shoah est une invention.

Ce fossé générationnel, c'est un fait et ce serait une erreur majeure de le taire ou de le minimiser.

Mais ce n'est pas une fatalité : il n'y a pas de générations perdues, il n'y a que des générations que l'on abandonne.

C'est pourquoi, lutter contre l'antisémitisme, c'est une mission éducative avant tout.

Ce n'est pas seulement sanctionner après coup, c'est prévenir avant que la haine ne s'enracine.

C'est enseigner à distinguer la vérité historique du mensonge numérique.

C'est replacer nos valeurs comme des remparts vivants, pas des slogans vides.

C'est le temps des professeurs.

Et pour cela, nous devons plus que jamais soutenir et accompagner nos enseignants et l'ensemble des professionnels de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

L'université, c'est le lieu du débat et de la nuance, de la confrontation d'idées, de la liberté intellectuelle.

Pas celui de l'intimidation, de la peur et de la terreur idéologique.

Car oui, dans la France de 2025, des étudiants et des agents publics sont menacés, insultés, attaqués pour leur identité réelle ou supposée, pour ce qu'ils incarnent – l'Etat – et pour ce qu'ils exercent – une mission de service public.

Ce climat n'est pas une opinion, c'est une menace et nous devons y faire face.

C'est tout le sens de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, définitivement adoptée la semaine dernière grâce à la détermination des sénateurs Pierre-Antoine LEVI et Bernard FIALAIRE et à la ténacité des députés Constance Le GRIP et Pierre HENRIET, malgré l'obstruction honteuse de l'extrême gauche et de trop nombreux communistes et écologistes à l'Assemblée nationale.

Elle apporte des réponses claires et concrètes en matière de formation et de sensibilisation, de prévention et de signalement, de procédure disciplinaire et de sanction.

C'est une loi de protection, de courage et de dignité.

Enfin, il nous faut le dire lucidement : le devoir de mémoire ne suffit plus.

Bien sûr, il demeure essentiel car bientôt, très bientôt, les derniers témoins ne seront plus là pour dire, pour rectifier, pour alerter.

Alors il nous revient d'être leurs voix, leurs gardiens, leurs passeurs, de devenir les témoins des témoins.

Car la mémoire n'est pas une archive que l'on consulte.

C'est une flamme que l'on porte, que l'on transmet, que l'on ravive, de main en main, de génération en génération, comme un relai de courage et d'humanité.

Mais aujourd'hui, la mémoire seule ne suffit plus face à ceux qui instrumentalisent la Shoah pour en relativiser la portée.

Face aux récits concurrents et honteux qui installent le soupçon et la confusion.

Le devoir de mémoire doit se doubler d'un devoir de compréhension, d'un devoir de vigilance, d'un devoir d'intelligence.

Pour que jamais la haine ne redevienne une force d'entraînement, pour que jamais l'Histoire ne bégaie en silence.

Mesdames et Messieurs,

Les temps de crise sont des révélateurs : ils séparent ce qui tient de ce qui cède, ce qui résiste de ce qui abdique.

Aujourd'hui, nous avons un choix à faire.

Pas demain, pas plus tard car ce sera trop tard.

Un choix ici et maintenant.

Un choix entre l'indifférence et la vigilance, entre la peur de déplaire et le courage de nommer, entre la tentation du renoncement et le sursaut.

Ce choix, nous le faisons ici, ensemble, par nos voix, nos actes, nos refus.

Et je vous le dis ce soir avec gravité et détermination :

Nous allons former, pour éclairer.

Nous allons transmettre, pour armer les consciences.

Nous allons sanctionner, pour protéger.

Nous allons soutenir, pour ne laisser aucun citoyen seul face à la haine.

Et nous allons tenir : tenir notre ligne, tenir notre parole, tenir la République.

Oui, nous pouvons gagner le combat contre l'antisémitisme si notre Nation tout entière se dresse.

Si notre société comprend que ce combat n'est pas celui des juifs, mais celui des justes.

Oui, c'est le temps des justes, de tous ceux qui refusent que la haine gagne et que la République se couche.

Oui il est minuit moins le quart mais moins le quart, ça n'est pas trop tard, alors : Réveillons-nous et menons le combat !

Pour que vive la République et que vive la France !